

Kenntnis und teilte mit, daß die griechische Regierung das bulgarische Angebot, die Schuld durch Sachlieferungen abzudecken, annehme und Art und Umfang der Lieferungen unverzüglich im Einvernehmen mit der bulgarischen Regierung regeln wolle.

Der Berichterstatter des Rates, Eden, stellte daraufhin fest, daß ein grundsätzlicher Gegensatz zwischen den Regierungen nicht bestehe und es sich nur um Zahlungsmodalitäten handle. Der Rat könne die Angelegenheit nunmehr als endgültig geregelt ansehen.

3. Schiedssprüche der vom Völkerbundsrat auf Grund von Art. 320 des Vertrages von Saint Germain eingesetzten Schiedsrichter in Sachen der Konzession der Eisenbahn Zeltweg-Wolfsberg und Unterdrauburg-Woellan A. G. ¹⁾

a. Schiedsspruch vom 4. April 1934 ²⁾

Art. 320 des Vertrages von Saint Germain — Verhältnis zu Art. III und Art. VIII des Haager Abkommens vom 20. Januar 1930 zwischen Österreich und den Reparationsgläubigermächten — Recht zur Entscheidung über die eigene Zuständigkeit — Abgrenzung von dem gleichen Recht einer anderen Schiedsgerichtsbarkeit

Nous soussignés,

J. G. Guerrero, ancien ministre des Affaires étrangères du Salvador, ancien vice-président de la Commission consultative et technique des communications et du transit de la Société des Nations, vice-président de la Cour permanente de Justice internationale;

René Mayer, maître des requêtes honoraire au Conseil d'Etat de France, membre du Comité juridique permanent de la Commission consultative et technique des communications et du transit;

A. Politis, ancien directeur des Chemins de fer helléniques, ancien vice-président de la Commission consultative et technique des communications et du transit, conseiller technique à la Légation de Grèce à Paris;

Désignés par résolutions du Conseil de la Société des Nations, en date des 26 et 30 mai 1933, comme arbitres chargés de statuer sur les différends qui feraient obstacle à l'accord entre la Société anonyme «Chemins de fer Zeltweg-Wolfsberg et Unterdrauburg-Woellan», à Vienne, et les Etats territorialement intéressés;

Vu notre précédente sentence, en date du 7 octobre 1933 ¹⁾, déclarant recevable la requête de la Société;

Vu l'ordonnance du président du collège arbitral en date du 11 décembre 1933;

Vu les mémoires et contre-mémoires présentés par la Société anonyme du Chemin de fer Zeltweg-Wolfsberg et Unterdrauburg-Woellan, le Gouvernement fédéral d'Autriche et le Gouvernement royal de Yougoslavie, respectivement en date des 9 janvier, 9 février et 10 février 1934;

¹⁾ Vgl. hierzu den Bericht über den Schiedsspruch in der gleichen Sache vom 7. Oktober 1933, diese Zeitschr. Bd. IV, S. 668 ff.

²⁾ S. d. N., Journ. Off., 1934, p. 1005; diese Zeitschr. a. a. O.

Vu l'Accord de La Haye du 20 janvier 1930 entre la République d'Autriche et les Puissances créancières des Réparations, ensemble l'Accord complémentaire signé à Belgrade le 8 décembre 1930 entre la Yougoslavie et l'Autriche;

Après avoir entendu, dans leurs observations, les représentants de la Société requérante, du Gouvernement fédéral d'Autriche et du Gouvernement royal de Yougoslavie;

Après en avoir délibéré:

Considérant que pour demander au collège arbitral de rejeter la demande présentée par la Société anonyme du Chemin de fer Zeltweg-Wolfsberg et Unterdrauburg-Woellan, tendant à obtenir la réorganisation administrative et technique de son réseau, par application de l'article 320 du Traité de Saint-Germain, le Gouvernement royal de Yougoslavie se fonde sur les dispositions de l'Accord intervenu à La Haye, le 20 janvier 1930, entre les Puissances créancières des Réparations, parmi lesquelles figure la Yougoslavie et le Gouvernement de la République d'Autriche; que l'article III dudit Accord dispose qu' «il est fait abandon réciproque de toutes les réclamations, non réglées à ce jour, résultant du Traité de Saint-Germain ou de l'Armistice, ou résultant de mesures de guerre entre l'Autriche, d'une part, et les autres Puissances signataires du présent Accord, d'autre part, ou entre les ressortissants autrichiens et lesdites Puissances, ou entre les ressortissants desdites Puissances et l'Autriche»;

Que l'article VIII du même Accord stipule que «tout différend entre les parties contractantes concernant l'interprétation et l'application du présent Accord sera soumis, pour décision finale, au tribunal prévu par l'Accord de La Haye de janvier 1930 avec l'Allemagne, conformément à la procédure qui y est instituée»; que le Gouvernement royal de Yougoslavie, excipant des deux textes précités, a plaidé devant le collège arbitral, d'une part, que la réclamation d'indemnité présentée par la Société anonyme du Chemin de fer Zeltweg-Wolfsberg et Unterdrauburg-Woellan, dont le siège est à Vienne et qui est soumise à la législation autrichienne, réclamation résultant du Traité de Saint-Germain et non encore réglée, devait être comprise au nombre de celles auxquelles la République d'Autriche a, par l'Accord en cause, renoncé au nom de ses ressortissants; d'autre part, que le même article III de l'Accord avait en tout cas privé la Société demanderesse du droit de recours exceptionnel à une juridiction spéciale que lui confère, ainsi qu'il a été reconnu par notre précédente décision, l'article 320 du Traité de Saint-Germain; que par ces motifs, le Gouvernement royal de Yougoslavie demande au collège arbitral de rejeter la requête de la Société anonyme du Chemin de fer Zeltweg-Wolfsberg et Unterdrauburg-Woellan, et subsidiairement, de surseoir à statuer au fond sur ladite requête, jusqu'à ce que le tribunal prévu à l'article VIII de l'Accord de La Haye ait statué sur son interprétation et sur l'applicabilité de son article III aux réclamations de la Société demanderesse;

Considérant qu'il est de principe que le juge international est juge de sa propre compétence et des exceptions qui peuvent être, à cet égard, soulevées devant lui au cours des débats; qu'il est également compétent pour interpréter alors surtout qu'il s'agit d'un collège arbitral investi d'une mission aussi compréhensive et aussi large, ainsi qu'il sera précisé ci-dessous, que celle qui est donnée par l'article 320 du Traité de Saint-Germain aux arbitres désignés par le Conseil de la Société des Nations, non seulement ce traité lui-même, mais tous les autres accords internationaux «si cette interprétation

doit être considérée comme incidente à la décision d'un point sur lequel il est compétent» (C. P. J. I., arrêt no 6); qu'à la vérité cette dernière règle doit souffrir une exception au cas où un accord particulier prévoit une juridiction spéciale comme juge des différends relatifs à sa propre interprétation; mais que cette exception elle-même doit être comprise restrictivement et que le juge du fond ne doit se desaisir ou surseoir que si cet accord particulier n'étant pas un acte clair, son interprétation est nécessaire à la solution du litige;

Considérant que l'article 320 du Traité de Saint-Germain s'est proposé pour objet, tant le rétablissement des communications internationales que l'exploitation régulière des réseaux de chemins de fer de l'ancienne monarchie austro-hongroise dorénavant située sur le territoire de plusieurs Etats; que cette « exploitation régulière » ne comprend pas seulement les mesures techniques propres à assurer aux populations des pays traversés par ces voies de communications le bénéfice normal des avantages qu'elles procurent, mais aussi les mesures administratives et financières destinées à régulariser la situation des compagnies privées concessionnaires de chemins de fer; que, sur ce dernier point, l'article 320 se borne à confirmer, ainsi que l'a reconnu la jurisprudence antérieure, ce principe du droit public international que les droits tenus par une compagnie privée, d'un acte de concession, ne sauraient être mis à néant ou lésés du seul fait que le territoire sur lequel est assis le service public concédé a changé de nationalité, et que, après avoir renvoyé à des accords entre les compagnies et les Etats territorialement intéressés le règlement du statut juridique définitif des réseaux de chemins de fer qu'il vise et des sociétés concessionnaires desdits réseaux, statut resté en suspens depuis la cessation des hostilités de la guerre 1914—1918, il a prévu, à défaut de tels accords, l'intervention d'arbitres désignés par le Conseil de la Société des Nations, que par là le Traité de paix a investi lesdits arbitres des pouvoirs les plus larges, à la fois administratifs et judiciaires, puisqu'ils sont appelés à se substituer, par leur sentence, à des accords détaillés entre les Etats et les compagnies, lesdits pouvoirs pouvant s'étendre, ainsi qu'il résulte également de la jurisprudence antérieure, jusqu'à prescrire aux Etats le rachat des lignes tout en aménageant les conditions dans lesquelles ce rachat était prévu dans les concessions primitives; qu'il suit de là que l'article 320 du Traité de Saint-Germain, tout en confirmant les droits que les compagnies de chemins de fer tenaient de leur qualité de concessionnaires et des contrats qui l'avaient sanctionnée, sans d'ailleurs avoir aucun égard à la nationalité des Sociétés et sans établir aucune distinction entre elles de ce chef, s'est borné, sans créer au profit desdites compagnies aucun droit nouveau, à instituer une procédure exceptionnelle et spéciale pour leur permettre de faire valoir des droits qu'elles tenaient de leurs concessions antérieures et qu'elles n'auraient pu faire reconnaître par certains Etats territorialement intéressés dans les accords amiables prévus en première ligne par ledit article 320;

Considérant, dès lors, que le Traité de Saint-Germain n'ayant créé au profit de la Société anonyme du Chemin de fer Zeltweg-Wolfsberg et Unterdrauburg-Woellan aucun droit nouveau, sa requête ne peut, aux termes mêmes de l'article III de l'Accord de La Haye du 20 janvier 1930, qui sur ce point est clair et n'est susceptible d'aucune difficulté d'interprétation, être regardée comme une « réclamation résultant du Traité de Saint-Germain »; que ledit article ne concerne pas davantage la procédure arbitrale mise en œuvre par l'article 320 à défaut d'accords amiables et en vue d'aboutir à un règlement d'ensemble qui doit nécessairement intervenir;

Considérant que, de ce qui précède, il résulte que le Gouvernement royal de Yougoslavie n'est fondé par les motifs qu'il invoque ni à demander au Collège arbitral le rejet de la requête de la Société demanderesse, ni à solliciter dudit Collège arbitral une décision de sursis à statuer jusqu'à ce que le Tribunal prévu à l'article VIII de l'Accord de La Haye ait prononcé sur l'interprétation de cet Accord;

Considérant qu'il y a lieu pour le collège arbitral, vidant ainsi l'incident et rejetant l'exception soulevée par le Gouvernement royal de Yougoslavie, d'impartir à ce dernier un délai expirant le 1^{er} mai 1934, pour présenter un contre-mémoire discutant au fond les faits et les chiffres avancés par la Société anonyme du Chemin de fer Zeltweg-Wolfsberg et Unterdrauburg-Woellan dans son mémoire du 9 janvier 1934;

Par ces motifs,

Avons rendu la sentence suivante:

Article I.

L'exception soulevée par le Gouvernement royal de Yougoslavie est rejetée.

Article II.

Il est imparti au Gouvernement royal de Yougoslavie un délai expirant le 1^{er} mai 1934 pour présenter un contre-mémoire discutant au fond les faits et les chiffres avancés par la Société anonyme du Chemin de fer Zeltweg-Wolfsberg et Unterdrauburg-Woellan dans son mémoire du 9 janvier 1934.

Article III.

La présente sentence arbitrale sera notifiée au Gouvernement fédéral d'Autriche, au Gouvernement royal de Yougoslavie et à la société requérante par le Secrétaire du collège arbitral. L'original en sera remis au Secrétaire général de la Société des Nations pour être conservé par lui.

Fait à Paris, le quatre avril mil neuf cent trente-quatre.

(Signé) J. G. Guerrero.

A. Politis.

Mayer.

Anmerkung: Der Schiedsspruch vom 9. Oktober 1933 hatte den Parteien — in Ausführung der Resolution des Völkerbundsrats vom 26. Mai 1933 ³⁾ — eine Frist von zwei Monaten für eine gütliche Einigung gesetzt und die Fortsetzung des Verfahrens angeordnet, falls dieser Zeitraum ungenützt verstreichen sollte. Die Einigung der Parteien blieb aus. Im Fortgang des Verfahrens machte die jugoslawische Regierung zunächst die Unzuständigkeit der Schiedsrichter unter Berufung auf Art. III und VIII des Haager Abkommens vom 20. Januar 1930 ⁴⁾ geltend und beantragte aus diesem Grunde Klageabweisung, hilfsweise Aussetzung des Verfahrens bis zur Entscheidung des auf Grund des Art. VIII zuständigen Schiedsgerichts.

³⁾ Journ. Off. 1933, p. 828 s; vgl. auch diese Zeitschrift a. a. O.

⁴⁾ Bundesgesbl. für die Rep. Österreich 1930, S. 1237 ff.

Der vorstehend abgedruckte Schiedsspruch verwirft die jugoslawische Einrede. Es befindet sich dabei in Übereinstimmung mit dem Ergebnis, zu dem der ständige juristische Ausschuß der Kommission für Verkehrs- und Transitfragen in Sachen einer Petition der Radkersburg-Lüttenberger Eisenbahn A. G. Wien gelangte. In diesem sachlich ähnlich gelagerten Fall hatte sich die jugoslawische Regierung auf das Haager Abkommen nicht wie hier gegenüber dem Schiedsgericht, sondern bereits vor dem Völkerbundsrat berufen, um die Unzuständigkeit des Rates zu der in Art. 320 Abs. II Vertr. v. Saint Germain vorgesehenen Ernennung der Schiedsrichter darzutun⁵⁾. Der Rat hatte daraufhin die genannte Kommission mit der Prüfung der Frage betraut. Diese gelangte in ihrem Bericht vom 29. März 1934⁶⁾ — also wenige Tage vor Erlaß des obigen Schiedsspruchs — u. a. zu folgenden Feststellungen:

»b) Le Conseil et, le cas échéant, les arbitres, sont compétents pour interpréter l'Accord de la Haye dans la mesure où cette interprétation est requise pour leur permettre de s'acquitter des missions qui leur sont confiées par l'article 320 du Traité de Saint-Germain.

c) L'article III de l'Accord de la Haye ne fait pas obstacle à ce que le Conseil procède à la désignation d'arbitres ayant pour mandat de remplir la mission prévue à l'article 320 du Traité de Saint-Germain.«

Die sehr eingehende Begründung stellt eine wertvolle Ergänzung des obigen Schiedsspruchs dar. Sie weicht von ihm ab, insoweit sie die Zuständigkeit des Rates zur Entscheidung über die jugoslawische Einrede nachzuweisen sucht. Hier glaubt der Kommissionsbericht aus der Rechtsprechung der Haager Cour den allgemeinen Satz herleiten zu können:

»qu'un organe compétent pour interpréter un traité ou un article, ... peut et doit interpréter d'autres traités (quoique, par hypothèse, il n'existe pas dans ceux-ci de dispositions lui attribuant compétence pour leur interprétation) si la question d'interprétation de ces autres traités surgit incidemment en relation avec l'objet pour lequel cet organe est compétent.«

Die Schiedsrichter sehen indessen eine Ausnahme von diesem Satze gegeben »au cas où un accord particulier prévoit une juridiction spéciale comme juge des différends relatifs à sa propre interprétation« und der Text dieses »accord particulier« nicht einen völlig eindeutigen Sinn ergebe, den sie allerdings in dem ihnen vorliegenden Fall annehmen.

Was weiter die Frage angeht, ob der Artikel 320 durch das Haager Abkommen berührt werde, so bringt der Kommissionsbericht das von

5) Sitzung vom 17. Januar 1934 Journ. Off. 1934, p. 124—128. In der Aussprache wurde die Rechtslage ausführlich durch den jugoslawischen und den österreichischen Vertreter erörtert.

6) Journ. Off. 1934, p. 1397—1405; anschließend ist eine opinion dissidente des jugoslawischen Mitgliedes der Kommission Soubbotitch abgedruckt.

den Schiedsrichtern zur Verneinung dieser Frage vornehmlich angeführte Argument, bei dem Anspruch der Eisenbahngesellschaft handle es sich nicht um eine »réclamation résultant du Traité de Saint Germain« im Sinne des Art. III, erst an nachgeordneter Stelle und entwickelt im übrigen eine Reihe wesentlicher Gesichtspunkte, die in dem Schiedsspruche nicht enthalten sind. So weist die Kommission darauf hin, daß der Artikel 320 eine Regelung für die Zukunft auf lange Sicht bezwecke, während das Haager Abkommen der Liquidation der Vergangenheit diene. Ferner könne sich der Artikel III des Haager Abkommens auch bei weitester Auslegung nur auf die Beziehungen zwischen der Gesellschaft mit dem jugoslawischen und nicht auf ihre Beziehungen mit dem österreichischen Staate erstrecken; insoweit die letzteren in Frage kämen, müsse also der Art. 320 jedenfalls in Kraft bleiben. Andererseits sei aber das der Gesellschaft auf Grund des Art. 320 zustehende Recht unteilbar und lasse sich nicht in Verpflichtungen des österreichischen und des jugoslawischen Staates zerlegen. Darüber hinaus könne das auf Grund des Art. 320 erwachsende Recht nicht als Recht eines österreichischen Staatsangehörigen im Sinne des Art. III angesehen werden, dessen sich der österreichische Staat unter Gewährung der Gegenseitigkeit hätte begeben können. Denn wenn man auch unterstelle, daß die Gesellschaft die österreichische Staatsangehörigkeit besitze 7), so übe sie doch das Recht, das sie kraft Art. 320 inne habe, nicht in ihrer Eigenschaft als österreichischer Staatsangehöriger aus. Denn dieses Recht stehe unter internationaler Garantie und könne sich auch gegen den österreichischen Staat richten.

Weiter stellt der Kommissionsbericht fest, daß das Recht der Gesellschaft auf eine technische und verwaltungsmäßige Neuordnung im Sinne des Art. 320 auch nicht zu den Ansprüchen finanzieller Natur gehöre, von denen in Art. III des Haager Abkommens allein die Rede sei. Die Neuordnung gemäß Art. 320 müsse zwar fraglos Folgen auf finanziellem Gebiete zeitigen, ihre finanzielle Seite sei aber mit Fragen anderer Natur »mettant en jeu des considérations d'intérêt général concernant la régularité de l'exploitation du réseau«, untrennbar verknüpft, was der Schiedsspruch im Sopron-Köszegstreit 8) klar ersehen lasse. Auch bei den Klaganträgen finanzieller Natur der auf Grund des Art. 320 klagenden Gesellschaften handle es sich somit nicht um Ansprüche im Sinne des Haager Abkommens.

v. Nostitz-Wallwitz.

7) Dies wird auch im Falle der Unterdrauburg-Woellan A. G., von der es im Schiedsspruch heißt, daß sie ihren Sitz in Wien habe und der österreichischen Gesetzgebung unterstehe, anzunehmen sein.

8) Vgl. unten S. 208 Anm. 10.

b. Schiedsspruch vom 12. Mai 1934⁹⁾

Umfang der von den Schiedsrichtern nach Art. 320 des Vertrages von St. Germain zu treffenden Regelung — Der Schiedsspruch tritt an die Stelle einer vertraglichen Regelung zwischen den Beteiligten — Anordnung des Erwerbs der Eisenbahnstrecken durch die beteiligten Staaten — Berücksichtigung der seit 1918 eingetretenen Ereignisse — Festsetzung der von den Staaten als Kaufpreis und sonstige Entschädigung der Gesellschaft zu entrichtenden Jahresraten

Durch den Schiedsspruch vom 4. April 1934 war der Weg für eine Entscheidung der Sache nach frei geworden, die von den Schiedsrichtern am 12. Mai 1934 gefällt wurde. Sie erging dahin, daß vom 1. Januar 1935 ab die österreichische Regierung die Linie Zeltweg-Wolfsberg und die jugoslawische Regierung die Linie Unterdrauburg-Woellan zurückzukaufen haben; die Zahlung des Kaufpreises soll in 38 Jahresraten von 115,619 bzw. 87,899 Goldfranken erfolgen.

In ihrer Begründung gehen die Schiedsrichter davon aus, daß es Aufgabe des in Gemäßheit des Art. 320 ergehenden Schiedsspruchs sei, an die Stelle einer vertraglichen Gesamtregelung zwischen den Parteien zu treten, die dieser Artikel in erster Linie vorsehe. Es komme daher den Schiedsrichtern zu:

»de statuer sur toutes les questions que pose la réorganisation administrative et technique du réseau dans les différents pays; qu'ils doivent s'assurer que les accords partiels ou provisoires intervenus sont en concordance avec les décisions que leur sentence impose pour l'avenir et veiller à un équitable traitement de tous les intérêts en présence, et notamment des intérêts des porteurs d'obligations des compagnies de chemins de fer visées à l'article 320, en faveur desquels les Hautes Parties contractantes ont également stipulé audit article; qu'ils ne peuvent homologuer des accords tacites ou exprès qui ne tiendraient pas un compte suffisant des droits des obligataires; qu'il leur appartient, le cas échéant, et si l'instruction de l'affaire leur en démontre la nécessité, de régler à nouveau, dans leur décision d'ensemble, des points sur lesquels ils n'estimeraient pas devoir maintenir les arrangements provisoires ou partiels déjà intervenus.«

Auch im vorliegenden Falle erweise es sich als notwendig, die gesamte Lage der beiden Eisenbahnlinien in technischer, rechtlicher und finanzieller Beziehung durch den Schiedsspruch zu regeln; hieran ändere nichts, daß zwischen der österreichischen Regierung und der klagenden Gesellschaft ein Streit nicht bestehe.

Angesichts der grundlegenden Veränderung, die das Eisenbahnnetz der Klägerin durch den Weltkrieg und die neue Grenzziehung erfahren habe, ergebe sich als zweckmäßige und vernünftige Lösung, daß jeder Staat die auf seinem Gebiet gelegene Linie erwerbe.

⁹⁾ S. d. N., Journ. Off. 1934 p. 1007.

Bei der Bemessung des Kaufpreises und der anderen der Klägerin von beiden Staaten geschuldeten Beträge geht der Schiedsspruch unter Berufung auf die frühere Rechtsprechung¹⁰⁾ davon aus, daß die seinerzeit vom österreichischen Staat gegenüber der Gesellschaft übernommenen Verpflichtungen — welche namentlich eine staatliche Garantie für ein jährliches Mindesteinkommen der Gesellschaft, eine bestimmte Amortisationsquote der von dieser ausgegebenen Anleihen und ferner eine Regelung der Modalitäten eines Erwerbes der Eisenbahnlinsen durch den Staat enthielten — durch die Veränderungen der Gebiets-hoheit nicht völlig unwirksam geworden seien, aber auch nicht eine buchstabengetreue Ausführung in vollem Umfange erfahren könnten. Vielmehr stehe es den Schiedsrichtern zu, die seit 1918 eingetretenen Ereignisse, die bei der seinerzeitigen vertraglichen Regelung nicht vorhersehbar gewesen seien, in Rechnung zu stellen und insbesondere die eingetretenen Grenzveränderungen, die namentlich durch diese hervorgerufene Wertminderung der Eisenbahnlinsen, aber auch die wirtschaftlichen Kriegsfolgen in Mitteleuropa, die Umwälzungen in finanzieller und geldlicher Hinsicht und deren Wirkung auf die Zahlungsfähigkeit Österreichs und der Nachfolgestaaten zu berücksichtigen.

Von diesen Grundsätzen ausgehend stellt der Schiedsspruch fest, daß eine Rückzahlung des Aktienkapitals der Klägerin, soweit dieses noch nicht amortisiert worden sei, durch die beiden Staaten nicht in Betracht kommen könne. Was die von der Gesellschaft unter Staatsgarantie ausgegebenen Anleihen angehe, so sei deren Emission auf der Grundlage der österreichischen Währung und nicht auf der Goldbasis erfolgt; in diesem Sinne habe auch die österreichische Regierung seit der Entwertung der Krone die Bestimmungen, welche die Emission der Anleihen und die hiermit verbundene Staatsgarantie regelten, ausgelegt. Die Gesellschaft sei daher nicht berechtigt zu verlangen, daß die beteiligten Staaten als Entgelt für den Erwerb der Bahn die Verzinsung und Amortisation der Anleihen zum Goldwerte leisteten, vielmehr müßten sich die Anleihegläubiger eine erhebliche Herabsetzung ihrer Forderungen gefallen lassen, bei deren Bemessung die Schiedsrichter indessen nicht an die Konversionskurse der verschiedenen österreichischen Vorkriegsanleihen gebunden seien, wie sie Staatsverträge oder Vereinbarungen zwischen den Staaten und Anleihegläubigern oder auch die von den beteiligten Staaten erlassenen Gesetze festgesetzt hätten. Es entspreche einer gerechten Würdigung aller Umstände des vorliegenden Falles, wenn der Betrag der beiden Anleihen, der am 1. Januar noch

¹⁰⁾ Damit ist offenbar die Entscheidung in Sachen der Sopron-Köszeg Eisenbahngesellschaft vom 18. VI. 1929 (J. O. 1929, p. 1359 ss = diese Zeitschr. Bd. II, 2, S. 3 ff.) gemeint, der einzige Schiedsspruch, der bisher, abgesehen vom vorliegenden Verfahren, auf Grund des Art. 320 St. Germ. erging.

nicht amortisiert sei, auf 1,861650 Goldfranken festgesetzt werde; hinzu komme eine Entschädigung von 2,099917 Goldfranken, die sich aus den Beträgen, die der Gesellschaft von den beiden Staaten auf Grund der übernommenen Staatsgarantie zuzüglich der aufgelaufenen Verzugs- und Zinseszinsen für die Zeit vom 1. November 1918 bis zum 31. Dezember 1934 geschuldet werde, zusammensetze. Die so erhaltene Summe wird von dem Schiedsrichter zwischen Österreich und Jugoslawien mit der Maßgabe verteilt, daß Österreich die Beträge »d'ailleurs purement nominales«, welche es der Gesellschaft seit 1. November 1918 gezahlt habe, anzurechnen seien. Die jeweils fälligen Beträge sind bei einem Treuhänder einzuzahlen, zu dem der Schiedsspruch in erster Linie die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich und für den Fall einer Ablehnung der Bank ein anderes vom Finanzkomitee des Völkerbundes auszusuchendes Organ bestimmt ¹¹⁾. Aufgabe des Treuhänders soll es sein, die eingegangenen Beträge unter den Inhabern der Obligationen, die für die seinerzeit von der Gesellschaft ausgegebenen Anleihen ¹²⁾ ausgegeben wurden, zu verteilen; ferner wird dem Treuhänder der Abschluß eines Vertrages mit der Gesellschaft aufgetragen, der einen Tilgungsplan der Anleihen sowie eine Festsetzung der Vergütung des Treuhänders und eine Regelung des Zinsendienstes der Obligationen enthalten soll. Kommt dieser Vertrag nicht zustande, so ist ein schiedsgerichtliches Verfahren vorgesehen. Schließlich gibt der Schiedsspruch der jugoslawischen Regierung auf, die hypothekarische Garantie auf der Linie Unterdrauburg-Woellan zugunsten der Anleihegläubiger wiederherzustellen, welche sie seinerzeit beseitigt hatte.

v. Nostitz-Wallwitz.

¹¹⁾ Wie der Präsident des Schiedsrichterkollegiums dem Generalsekretär des Völkerbundes in einem Schreiben vom 7. September 1934 (J. O. 1934, p. 1411) mitteilte, hat die Bank inzwischen abgelehnt, da sie bereits Treuhänder für Anleihen der beiden Staaten sei und eine Interessenkollision befürchte. Im Auftrage des Rates (J. O. 1934, 1380) hat daraufhin die Finanzkommission des Völkerbundes der Société de Banque suisse die Treuhänderschaft übertragen (Journ. Off. 1934, p. 1434/35).

¹²⁾ Vgl. diese Zeitschr. a. a. O. S. 668.